

Un appel pour une nouvelle alliance des Verts, du PS et du nouveau centre, qui ne pourra trouver un espace politique qu'en se tournant vers sa gauche.

Non, tout n'est pas perdu

LIBERATION : lundi 7 mai 2007

Daniel et GABRIEL Cohn-Bendit, Jean-Yves LE DRIAN président PS de la région Bretagne, Jean-Pierre MIGNARD avocat, Joël ROMAN éditeur, Christiane TAUBIRA députée PRG.

Aujourd'hui, nous sommes tristes, mais nous ne nous laisserons pas aller à maudire le peuple français, ni à souhaiter le pire pour notre pays. Un immense espoir vient d'être déçu. Nous respectons le verdict du suffrage universel et nous espérons que l'ivresse de la victoire ne conduira pas le vainqueur à mettre en oeuvre une politique de brutalisation de la société. Mais nous sommes aussi conscients que personne ne peut s'exonérer de la défaite de Ségolène Royal et prendre la candidate comme bouc émissaire de ses propres insuffisances. Sans doute des erreurs ont été commises. Mais la timidité gauchiste envers la perspective du gouvernement, la rigidité et la suffisance socialiste, la pusillanimité du centre sont les principales causes politiques de cette situation. Les premiers ont entretenu la suspicion sur la candidate socialiste. Les seconds, en s'accrochant à un projet socialiste davantage fait pour reconstituer l'unité du parti que pour offrir à leurs compatriotes un projet social-démocrate crédible, ont rendu impossible l'ouverture exigée. Les derniers enfin, en refusant d'appeler clairement à une alliance avec la gauche, ont sapé les bases de la nouvelle orientation politique qu'ils disaient vouloir construire. Malgré ces obstacles, Ségolène Royal a su incarner un espoir collectif immense. Aussi est-elle la mieux qualifiée pour poursuivre la construction de ce rassemblement nouveau qui devra s'affranchir des limites constatées durant la campagne présidentielle.

Ce qui s'est esquissé à chaud, avec des atermoiements et à demi-mot dans la campagne d'entre deux tours de Ségolène Royal, doit être désormais repris, travaillé, prolongé et assumé. Les Verts doivent sortir de leur culture d'isolement et de leur paralysie interne, pour comprendre que les enjeux qu'ils portent sont compris bien au-delà de leur cercle et perçus comme cruciaux par une majorité de la population. La gauche antilibérale doit sortir

de l'impasse dans laquelle l'a conduite tout refus pratique de gouverner. Le Parti socialiste doit poursuivre la mutation désormais entamée et assumer clairement l'option sociale-démocrate qu'il a su esquisser durant cette campagne : accepter une mondialisation contrôlée qui puisse devenir, à l'instar de nos partenaires européens, une opportunité et pas seulement une menace. Le centre doit rompre son alliance historique avec la droite, qui l'a trop souvent conduit à oublier qu'il était porteur d'un message de cohésion sociale et de vitalité démocratique. Si le nouveau parti de François Bayrou refuse d'être une UDF vassalisée par Nicolas Sarkozy, il ne peut avoir d'espace politique qu'au sein d'une nouvelle alliance avec une gauche elle-même renouvelée.

Cette nouvelle alliance doit proposer un projet politique commun, fondé sur la perspective d'une société pacifiée, et non celle d'une société divisée ; celle d'un engagement européen renouvelé et ouvert, et non d'une concession faite du bout des lèvres à des partenaires qu'on méprise ; celle d'une société qui assume le marché et le libre-échange, mais qui n'y réduit pas la totalité des rapports sociaux ; bref, une société qui regarde l'avenir avec confiance, et non une société qui prône la méfiance de chacun envers ses voisins.

Le débat politique de cette élection présidentielle a esquissé de telles convergences : sur la réduction nécessaire de la dette publique, sur l'efficacité de services publics renouvelés, sur le soutien aux plus démunis, sur la prise en compte résolue des menaces qui pèsent sur la planète et sur notre développement (énergie, réchauffement climatique, eau), sur l'idée d'une sécurisation des itinéraires des travailleurs conciliable avec la mobilité qu'ils peuvent souhaiter et qui est nécessaire aux entreprises, sur une perspective de croissance fondée sur l'investissement dans la formation, la recherche et l'économie de la connaissance, sur la définition d'une société ouverte et solidaire, et donc sur des valeurs qui rassemblent, qui réunissent, et qui pacifient.

Le Parti socialiste a besoin d'alliés, non de vassaux auxquels il concède quelques circonscriptions pour entretenir l'illusion du pluralisme, tandis que ceux-ci tiennent un double langage en étant parfois tentés de confondre autonomie et irresponsabilité. La France a besoin d'une nouvelle coalition analogue à la coalition italienne de l'Olivier, où chacun trouve sa place. Pour cela il faut rompre avec le couperet majoritaire, véritable laminoir de la diversité politique du pays. Certes, le scrutin majoritaire est nécessaire pour obtenir des majorités stables : mais la maturité démocratique exige qu'une part significative de proportionnelle soit instaurée pour que toutes les formations politiques significatives soient représentées au Parlement, même celles qui ne nous plaisent pas leur inscription dans le jeu politique et leur confrontation aux véritables enjeux de la société est aussi à ce prix.

Dans l'immédiat, des accords de désistement ou, parfois, des circonscriptions réservées doivent permettre de sceller cette alliance. Les élections législatives peuvent être l'occasion d'une nouvelle mobilisation collective, pourquoi pas victorieuse, au moins capable de constituer une opposition forte.

Ne laissons pas perdre les acquis de cette campagne présidentielle, ne laissons pas perdre l'élan qu'a su insuffler à cette campagne Ségolène Royal, et le renouveau qu'elle incarne, ne nous laissons pas gagner par le découragement, regagnons l'espoir.